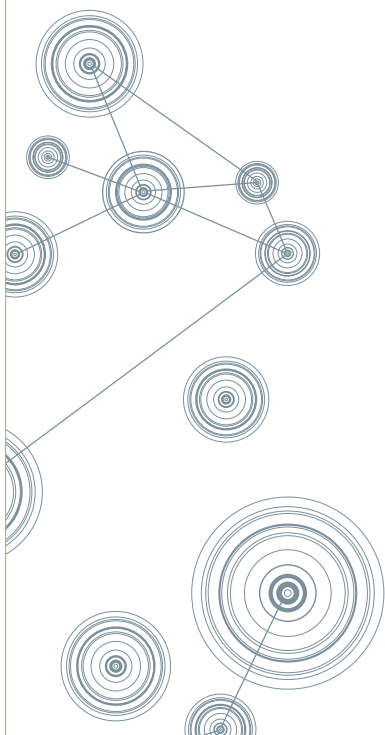




AIDES PUBLIQUES POUR PROMOUVOIR LES ÉCO-TECHNOLOGIES ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES ENTREPRISES

LOI RELATIVE À UN RÉGIME D'AIDES À LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT ET À L'UTILISATION RATIONNELLE
DES RESSOURCES NATURELLES DU 18 FÉVRIER 2010

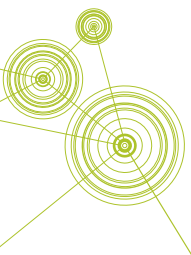


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur



SOMMAIRE

Aides publiques pour promouvoir les éco-technologies et le développement durable dans les entreprises : comment stimuler une « croissance verte »	03
Les outils de soutien à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles	04
1. Investissement permettant aux entreprises de dépasser les normes communautaires ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de telles normes	06
2. Adaptation anticipée des petites et moyennes entreprises aux futures normes communautaires	08
3. Investissements en économies d'énergie	10
4. Investissements dans la cogénération à haut rendement	12
5. Investissements pour la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables	14
6. Études environnementales	16
Tableau des intensités d'aides des nouveaux régimes	18
Les principes de base pour une demande d'aide de financement	20
Luxinnovation, une assistance personnalisée pour monter vos projets environnement et énergie	21
Partenaires privilégiés au Luxembourg	22



AIDES PUBLIQUES POUR PROMOUVOIR LES ÉCO-TECHNOLOGIES ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES ENTREPRISES : COMMENT STIMULER UNE « CROISSANCE VERTE »



Lutter contre le changement climatique, gagner en efficacité énergétique, stimuler la production d'énergies renouvelables et réduire l'empreinte environnementale d'une façon générale constituent des opportunités réelles pour stimuler une croissance verte.

La loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles témoigne de la volonté du Gouvernement d'offrir des possibilités de soutiens financiers aux entreprises mettant en oeuvre une politique environnementale et énergétique efficace.

Les investissements pouvant bénéficier de ces aides visent à augmenter la protection de l'environnement, à s'adapter aux futures normes communautaires, à réaliser des économies d'énergie, à installer des cogénérations à haut rendement ou encore à produire de l'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables.

Une mesure particulièrement intéressante permet de co-financer des études environnementales. Je souhaiterais aussi souligner que des majorations d'aides sont prévues pour les petites et moyennes entreprises.

La présente brochure expose les nouveaux régimes prévus par la loi afin de permettre aux porteurs de projets de pouvoir rapidement comprendre les mécanismes incitatifs mis en oeuvre par le Gouvernement.



Jeannot Krecké
Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

LES OUTILS DE SOUTIEN À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET À L'UTILISATION RATIONNELLE DES RESSOURCES NATURELLES

La loi relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles décrit six formes d'investissements (régimes) susceptibles de bénéficier d'une aide publique :

- l'investissement permettant aux entreprises de dépasser les normes communautaires ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de telles normes ;
- l'adaptation anticipée des petites et moyennes entreprises aux futures normes communautaires ;
- les investissements en économies d'énergie ;
- les investissements dans la cogénération à haut rendement ;
- les investissements pour la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables ;
- les études environnementales.

Le Gouvernement luxembourgeois a ainsi saisi l'opportunité du nouveau règlement communautaire d'orientation (Règlement général d'exemption par catégorie N° 800/2008 de la CE) pour élaborer le régime d'aides nationales à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles en tenant compte des évolutions du contexte national intervenues depuis le régime précédent, établi par la loi du 22 février 2004.

Il est à noter que le dispositif s'adresse à un public d'acteurs élargi et met l'accent sur la réalisation d'études environnementales préalables à tout projet dans le domaine.





Quelques définitions pour les champs d'application des régimes d'aides

Les acteurs concernés par la loi correspondent à toutes les entreprises et personnes physiques, disposant d'une autorisation d'établissement et qui exercent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, à titre principal ou accessoire, une activité industrielle, commerciale ou artisanale¹.

Les Petites et Moyennes Entreprises²

La catégorie des **petites entreprises**² est définie comme une entreprise qui occupe moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros.

La catégorie des **moyennes entreprises**³ est constituée par des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

Toutefois, les entreprises concernées peuvent, sous certaines conditions, perdre leur caractère de petite ou de moyenne entreprise, si elles ne sont pas **autonomes**, c'est-à-dire si elles sont détenues à raison de 25 % ou plus du capital social ou des droits de vote par une autre entreprise ou détenues par plusieurs entreprises liées ou si elles exercent un contrôle en aval sur une autre entreprise.

La référence contrefactuelle

En matière d'aide environnementale, les États membres de l'Union européenne peuvent proposer des mesures de soutien public pour contribuer au financement des « **surcoûts** » liés à la prise en compte de l'environnement lors d'un investissement.

La notion de « **surcoûts** » peut amener une complexité pour définir l'assiette des dépenses éligibles lorsqu'ils ne sont pas facilement identifiables. Dans ces cas, il est fait appel à la référence contrefactuelle. Celle-ci désigne le cas hypothétique où il serait procédé à un investissement de protection de l'environnement comparable sur le plan technique qui pourrait vraisemblablement être réalisé sans aides à l'investissement pour la protection de l'environnement et qui est, du point de vue commercial, une alternative crédible à l'investissement qui fait l'objet de l'évaluation.

Par « **investissement comparable sur le plan technique** », on entend un investissement présentant la même capacité de production ainsi que toutes les autres caractéristiques techniques, à l'exception de sa performance environnementale, laquelle ne lui permet pas d'aller au-delà des normes communautaires obligatoires, si elles existent.

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur propose par régime d'aides et par catégorie d'investissements des références contrefactuelles qui pourront être appliquées. Ces références seront fournies avec les lignes directrices³ visant à faciliter l'introduction des demandes d'aides pour les porteurs de projets.

¹ Définition dans le sens de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisans, de commerçants, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

² Retrouvez la définition complète du Règlement grand-ducal du 16 mars 2005 portant adaptation de la définition des micro, petites et moyennes entreprises sur le Portail luxembourgeois de l'innovation et de la recherche sous la rubrique « Publications », « Textes de loi et règlements » : <http://www.innovation.public.lu>.

³ Retrouvez les lignes directrices sur : <http://www.guichet.lu>.

1. INVESTISSEMENT PERMETTANT AUX ENTREPRISES DE DÉPASSER LES NORMES COMMUNAUTAIRES OU D'AUGMENTER LE NIVEAU DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE TELLES NORMES



EN QUOI CELA CONSISTE ?

Des aides à l'investissement peuvent être accordées lorsque l'investissement permet aux bénéficiaires :

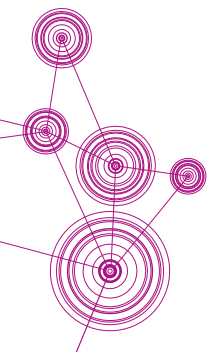
- de dépasser les normes communautaires applicables, indépendamment de l'existence ou non de normes nationales obligatoires plus strictes ;
- OU
- d'augmenter le niveau de protection de l'environnement résultant des activités du bénéficiaire en l'absence de normes communautaires.

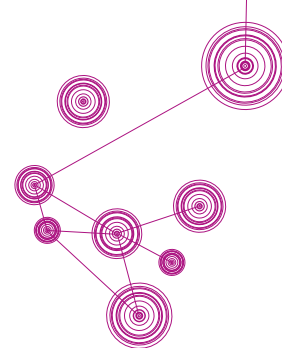
Les coûts envisagés pour une amélioration environnementale permettant à l'entreprise une mise en conformité avec des normes communautaires déjà adoptées (mais pas encore entrées en vigueur) ne sont pas éligibles.



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Toutes les entreprises et personnes physiques, disposant d'une autorisation d'établissement et qui exercent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.





POUR FINANCER QUOI ?

Les coûts admissibles correspondent aux coûts d'investissements supplémentaires nécessaires à :

- dépasser les normes communautaires ;
- améliorer l'impact environnemental par rapport à un investissement comparable sur le plan technique en l'absence de normes communautaires.

Les coûts admissibles sont déterminés par rapport à la référence contrefactuelle⁴.

Les entreprises actives sur le marché des transports peuvent également bénéficier d'aides pour l'acquisition de nouveaux véhicules permettant d'aller au-delà des normes communautaires ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes communautaires.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

L'intensité d'aide, calculée sur la base des coûts éligibles, ne peut dépasser les plafonds maximum suivants :

Intensité de l'aide	Petite entreprise ⁵	Moyenne entreprise ⁵	Grande entreprise
Investissements pour la protection de l'environnement	55%	45%	35%

⁴ Cf. Définition de la référence contrefactuelle, page 5

⁵ Cf. Définitions des Petites et Moyennes Entreprises, page 5

2. ADAPTATION ANTICIPÉE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AUX FUTURES NORMES COMMUNAUTAIRES



EN QUOI CELA CONSISTE ?

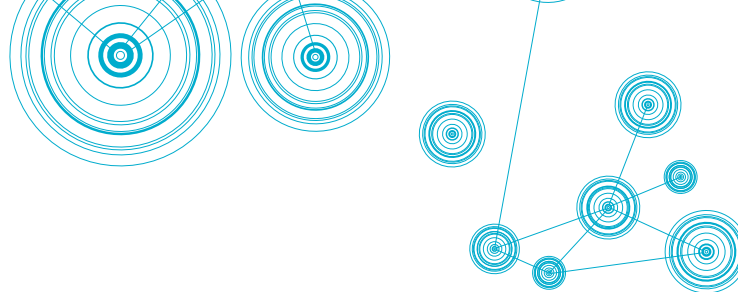
Les petites et moyennes entreprises⁶ peuvent bénéficier d'aides pour satisfaire aux nouvelles normes communautaires augmentant le niveau de protection de l'environnement mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur.



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Toutes les petites et moyennes entreprises⁶, disposant d'une autorisation d'établissement et qui exercent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.





POUR FINANCER QUOI ?

Les coûts admissibles sont limités aux coûts d'investissement supplémentaires nécessaires pour atteindre le niveau de protection de l'environnement demandé par la norme communautaire ; et ce, en prenant comme point de départ le niveau de protection requis avant l'entrée en vigueur de ladite norme.

Les coûts admissibles sont déterminés par rapport à la référence contrefactuelle⁷.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

L'intensité maximale d'aide varie selon la taille de l'entreprise. Elle tient également compte de la date d'achèvement de l'investissement par rapport à la date d'entrée en vigueur de la norme.

	Plus de 3 ans avant l'entrée en vigueur de la norme	Entre 1 et 3 ans avant l'entrée en vigueur de la norme	1 an avant l'entrée en vigueur de la norme
Petite entreprise ⁶	15%	10%	-
Moyenne entreprise ⁶	10%	-	-

⁶ Cf. Définitions des Petites et Moyennes Entreprises, page 5

⁷ Cf. Définition de la référence contrefactuelle, page 5

3. INVESTISSEMENTS EN ÉCONOMIES D'ÉNERGIE



EN QUOI CELA CONSISTE ?

Ce type d'aides est octroyé à toutes les entreprises qui effectuent des investissements ayant pour but de réaliser des économies d'énergie. Il est entendu par là toute action leur permettant de réduire leur consommation d'énergie, en particulier au cours de leur cycle de production.



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

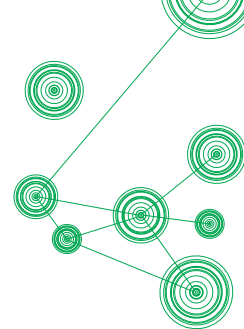
Toutes les entreprises et personnes physiques, disposant d'une autorisation d'établissement et qui exercent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.



POUR FINANCER QUOI ?

Sont admissibles les coûts d'investissement supplémentaires pour atteindre un niveau d'économie d'énergie supérieur à celui requis par les normes communautaires.





À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

L'intensité maximale de l'aide est fonction :

- de la taille de l'entreprise ;
- de la méthode retenue pour déterminer les coûts d'investissement éligibles.

Il est à noter que, quelle que soit la méthode utilisée, les coûts éligibles sont toujours déterminés par rapport à la référence contrefactuelle⁸. Les taux maximum des aides sont résumés dans le tableau ci-après.

Méthodes de calcul des coûts :

Les deux méthodes consistent à évaluer comme coûts admissibles l'ensemble des coûts d'investissements supplémentaires pour atteindre le niveau d'économie d'énergie escompté. Seul diffère le mode de calcul en fonction ou non des bénéfices et coûts d'exploitation de ces investissements.

1. Coûts d'investissements supplémentaires : cette 1^{ère} méthode ne tient pas compte des bénéfices et des coûts d'exploitation de ces investissements.

2. Coûts d'investissements supplémentaires nets des coûts et bénéfices d'exploitation : les coûts sont, avec cette 2^{ème} méthode, calculés nets des bénéfices et coûts d'exploitation engendrés par l'investissement sur une durée déterminée selon la taille de l'entreprise.

Leurs calculs doivent, par ailleurs, être certifiés par un expert externe.

	Méthode 1 « Coûts d'investissements supplémentaires »	Méthode 2 « Coûts d'investissements supplémentaires nets des coûts et bénéfices d'exploitation »	
		Intensité	Durée de prise en compte des coûts et bénéfices d'exploitation
Petite entreprise ⁹	40 %	80 %	3 ans
Moyenne entreprise ⁹	30 %	70 %	3 ans
Grande entreprise ¹⁰	20 %	60 %	4 ans

⁸ Cf. Définition de la référence contrefactuelle, page 5

⁹ Cf. Définitions des Petites et Moyennes Entreprises, page 5

¹⁰ La durée à considérer est de 5 ans si l'entreprise fait partie du système d'échange de quotas d'émission de CO2

4. INVESTISSEMENTS DANS LA COGÉNÉRATION À HAUT RENDEMENT



EN QUOI CELA CONSISTE ?

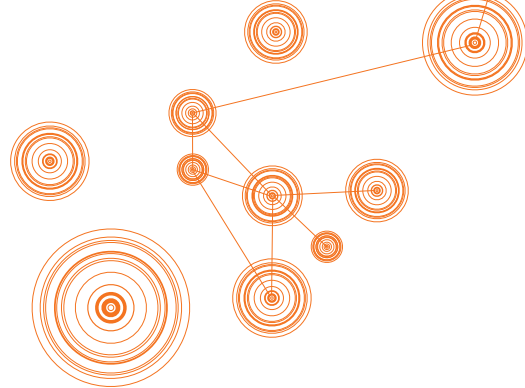
La « cogénération » correspond à la production simultanée, dans un seul processus, d'énergie thermique et électrique et/ou mécanique¹¹. Les entreprises investissant dans une installation de cogénération à haut rendement¹² peuvent bénéficier d'aides.



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Toutes les entreprises et personnes physiques, disposant d'une autorisation d'établissement et qui exercent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.





POUR FINANCER QUOI ?

Les coûts admissibles sont limités aux coûts d'investissement supplémentaires nécessaires à la réalisation d'une installation de cogénération à haut rendement.

Les coûts admissibles sont déterminés par rapport à la référence contrefactuelle¹³.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

L'intensité d'aide, calculée sur la base des coûts éligibles, ne peut pas dépasser les plafonds suivants :

Intensité de l'aide	Petite entreprise ¹⁴	Moyenne entreprise ¹⁴	Grande entreprise
Investissements dans la cogénération à haut rendement	65 %	55 %	45 %

¹¹ Satisfaisant aux critères énoncés à l'annexe III de la directive 2004/8/CE du Parlement européen.

¹² Le « haut rendement » est défini selon les rendements de référence, établis par la décision 2007/74/CE de la Commission européenne.

¹³ Cf. Définition de la référence contrefactuelle, page 5

¹⁴ Cf. Définitions des Petites et Moyennes Entreprises, page 5

5. INVESTISSEMENTS POUR LA PRODUCTION D'ÉNERGIE À PARTIR DE SOURCES D'ÉNERGIES RENOUVELABLES



EN QUOI CELA CONSISTE ?

Les investissements concernant la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables sont soutenus financièrement par ce régime d'aide.

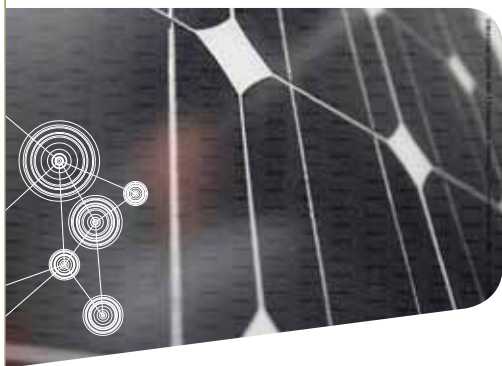
Une source d'énergie renouvelable correspond à toute source d'énergie non fossile renouvelable telles que notamment les énergies éolienne, solaire, géothermique, hydroélectrique, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz des stations d'épuration d'eaux usées et le biogaz.

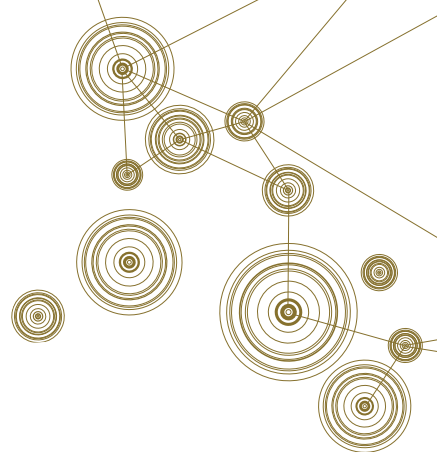
La production de biocarburants peut être soutenue dans le cadre de ce régime d'aides uniquement s'il s'agit de biocarburants viables, c'est-à-dire de combustibles liquides ou gazeux, produits à partir de la biomasse. Ils doivent respecter les critères de viabilité environnementale tels qu'ils sont prévus par les dispositions communautaires.



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Toutes les entreprises et personnes physiques, disposant d'une autorisation d'établissement et qui exercent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.





POUR FINANCER QUOI ?

Les coûts admissibles correspondent aux surcoûts supportés par l'entreprise par rapport à une installation de production d'énergie classique ou un système de chauffage classique de même capacité en termes de production effective d'énergie.

Les coûts admissibles sont déterminés par rapport à la référence contrefactuelle¹⁵.

Dans le cas de la production d'une énergie faisant l'objet d'un tarif de rachat subventionné, la part du tarif de rachat considérée comme une subvention doit être déduite des coûts éligibles.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

L'intensité d'aide, calculée sur la base des coûts éligibles, ne peut dépasser les plafonds maximum suivants :

Intensité de l'aide	Petite entreprise ¹⁶	Moyenne entreprise ¹⁶	Grande entreprise
Investissements dans la production d'énergies à partir de sources d'énergies renouvelables	65 %	55 %	45 %

¹⁵ Cf. Définition de la référence contrefactuelle, page 5

¹⁶ Cf. Définitions des Petites et Moyennes Entreprises, page 5

6. ÉTUDES ENVIRONNEMENTALES



EN QUOI CELA CONSISTE ?

Études directement liées aux investissements

Les études principalement visées par ce régime sont des aides à la décision en amont d'un projet d'investissement, dans les domaines suivants :

- dépassement de normes communautaires ou augmentation du niveau de protection de l'environnement en l'absence de telles normes ;
- économies d'énergie ;
- production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables.

Études non directement liées à des investissements

Dans certains cas, le Ministre peut accorder des aides pour des études non directement liées à des investissements mais préconisées dans le « Plan d'action en faveur des éco-technologies et du développement durable » lancé par le Gouvernement début 2009. Pour ne citer que quelques exemples d'études éligibles à ce titre : l'accompagnement à l'éco-construction, l'éco-conception, etc.

Ces aides sont octroyées de manière dérogatoire dans le cadre du régime de « minimis ». Ce dernier permet aux Etats d'accorder un maximum de 200 000 euros d'aides par période triennale aux entreprises.



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Toutes les entreprises et personnes physiques, disposant d'une autorisation d'établissement et qui exercent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.



POUR FINANCER QUOI ?

Les coûts de l'étude réalisée par un prestataire externe sont éligibles pour un montant correspondant aux frais de prestataire(s) externe(s) retenu(s) pour la réalisation de l'étude.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

Les intensités maximales des aides sont indiquées dans les tableaux ci-dessous :

Types d'études	Aides maximales éligibles		
	Petite entreprise ¹⁷	Moyenne entreprise ¹⁷	Grande entreprise
Études directement liées à des investissements tels que: - protection de l'environnement - économies d'énergies - énergies renouvelables	70%	60%	50%
Études NON directement liées à des investissements	50 % pour une dépense éligible maximale de 100 000 euros.		

¹⁷ Cf. Définitions des Petites et Moyennes Entreprises, page 5

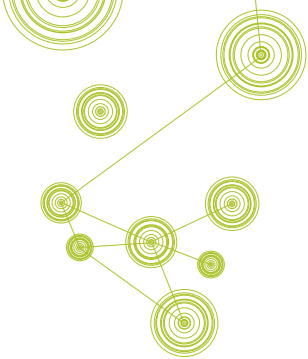
TABLEAU DES INTENSITÉS D'AIDES DES NOUVEAUX RÉGIMES

Le tableau ci-après résume les intensités d'aides maximales de tous les régimes d'aides exprimés en pourcentage des coûts admissibles liés aux projets ou programmes décrits dans ces mêmes régimes et prévus par la loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Chaque ligne représente un régime ou une mesure d'aide spécifique.

INTENSITÉ MAXIMALE / MONTANT PLAFOND

Type de régime	Conditions particulières	Petite entreprise ¹⁸	Moyenne entreprise ¹⁸	Grande entreprise
Investissement permettant aux entreprises de dépasser les normes communautaires ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de telles normes	n.a.	55 %	45 %	35 %
Adaptation anticipée des petites et moyennes entreprises aux futures normes communautaires	Projet réalisé plus de 3 ans avant l'entrée en vigueur d'une norme	15 %	10 %	n.a.
	Projet réalisé entre 1 et 3 ans avant l'entrée en vigueur d'une norme	10 %	n.a.	n.a.
Investissements en économies d'énergie	Méthode 1 "coûts d'investissements supplémentaires"	40 %	30 %	20 %
	Méthode 2 "coûts d'investissements supplémentaires nets des coûts et bénéfices d'exploitation" en fonction de la durée de prise en compte des coûts et bénéfices d'exploitation	80 %	70 %	60 %
		3 ans	3 ans	4 ans ¹⁹





INTENSITÉ MAXIMALE / MONTANT PLAFOND

Type de régime	Conditions particulières	Petite entreprise ¹⁸	Moyenne entreprise ¹⁸	Grande entreprise
Investissements dans la cogénération à haut rendement	n.a.	65 %	55 %	45 %
Investissements pour la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables	n.a.	65 %	55 %	45 %
Études environnementales	Études directement liées à des investissements	70 %	60 %	50 %
	Études correspondant à des priorités nationales (NON directement liées à l'investissement)	50 % pour une dépense éligible maximale de 100 000 euros, dans la limite du plafond autorisé par le régime de « minimis »		

¹⁸ Cf. la définition des Petites et Moyennes Entreprises, page 5

¹⁹ La durée à considérer est de 5 ans si l'entreprise fait partie du système d'échange de quotas d'émission de CO2

LES PRINCIPES DE BASE POUR UNE DEMANDE D'AIDE DE FINANCEMENT

Toute demande doit être introduite avant le début des dépenses engagées d'exécution des investissements ou avant l'engagement, sous peine de perte de la possibilité de bénéficier de ces aides.

Dans le cadre de ces demandes d'aides, une description du projet d'investissement ainsi que du bénéficiaire, une appréciation de l'impact présumé du projet sur la protection de l'environnement, les différents coûts admissibles selon le régime concerné sont entre autres demandés. Le potentiel technologique du projet doit aussi être défini ainsi que son caractère novateur s'il y a lieu.

Des lignes directrices pour la soumission des demandes d'aides sont téléchargeables sur www.guichet.lu.

Règles de cumul

Les aides prévues par les différents régimes de la nouvelle loi peuvent être cumulées avec d'autres aides compatibles avec le marché commun tant qu'elles concernent les coûts admissibles identifiés comme différents.

Ces aides ne sont, par contre, pas cumulables avec d'autres aides nationales ou communautaires portant, en tout ou en partie, sur les mêmes coûts admissibles si tant est que ce cumul conduise à une intensité ou à un montant d'aide supérieur au plafond maximal applicable.





LUXINNOVATION, UNE ASSISTANCE PERSONNALISÉE POUR MONTER VOS PROJETS ENVIRONNEMENT ET ENERGIE

L'innovation et la recherche sont des vecteurs puissants utilisés par les entreprises pour se différencier sur un marché compétitif. L'utilisation durable des ressources naturelles et le renforcement des synergies entre la protection de l'environnement et la croissance doivent faire partie intégrante de cette démarche.

C'est pourquoi Luxinnovation, l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche, s'engage, aux côtés des institutions en charge des politiques liées à l'environnement et à l'énergie, à assister les entreprises dans leur démarche d'amélioration environnementale.

L'Agence offre une gamme de services individualisés afin que les entreprises au Luxembourg puissent recourir aux régimes d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Luxinnovation assure :

- la promotion de ces mesures d'aides ;
- l'orientation vers le régime de financement approprié ;
- l'accompagnement dans le montage des dossiers de demande d'aides financières.

Au delà de cette mission spécifique, Luxinnovation apporte aussi son expertise aux entreprises et chercheurs pour :

- l'assistance dans la recherche de financement nationaux, européens et internationaux (aide au montage de projet, etc.) ;
- le transfert de technologies et recherche de partenaires (diagnostic d'innovation, animation des clusters, etc.) ;
- le soutien aux nouvelles activités (création d'entreprises innovantes, hébergement de start-ups, etc.) ;
- la valorisation des résultats de la recherche.

PARTENAIRES PRIVILÉGIÉS AU LUXEMBOURG



Le Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRTE)

Créé en 1997 par une convention de collaboration entre le CRP Henri Tudor et le Ministère de l'Environnement, le CRTE soutient les entreprises industrielles et les PME en leur fournissant des conseils spécialisés ainsi que des projets de recherche appliquée dans les domaines de l'efficacité énergétique et de l'utilisation rationnelle de l'eau ou encore en les encourageant à s'engager dans une démarche de certification environnementale.

En plus d'offrir aux entreprises des possibilités pour réduire les impacts environnementaux sur leurs sites, le CRTE mène des actions visant à améliorer la performance environnementale de produits ou de services en développant l'éco-conception. Par ailleurs, le Centre établit l'empreinte carbone d'activités ou de produits afin de comptabiliser les gaz à effet de serre émis et identifier les potentiels de réduction.

Le CRTE met également son expertise aux services des entreprises développant des éco-technologies et les accompagne dans leur conception de plans d'expérience, l'acquisition et l'analyse de données, ou encore la mise en œuvre de prototypes.

Informations : www.crte.lu

My Energy GIE, 1^{er} point de contact en matière d'énergie

myenergy est la structure nationale en matière d'information et de conseil dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Ses missions s'inscrivent dans les efforts du Gouvernement à mettre en œuvre une politique énergétique durable.

myenergy propose son conseil de base neutre et gratuit aux entreprises afin de leur donner un aperçu des possibilités pour réduire leur consommation énergétique, valoriser les énergies renouvelables et profiter des subventions étatiques afférentes. Ce conseil aidera les entreprises à choisir les services et produits adaptés à leurs besoins sur le marché.

Informations : www.myenergy.lu

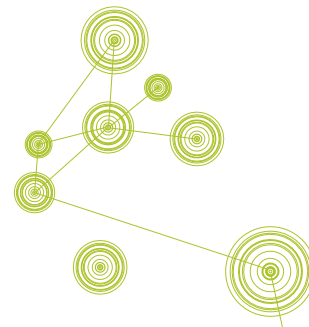
EcoDev, le cluster des éco-technologies et du développement durable

Le cluster EcoDev, animé par Luxinnovation, met en réseau des entreprises et organismes de recherche exerçant une activité dans le domaine des éco-technologies et du développement durable au Luxembourg. Vecteur d'innovation pour le secteur des éco-technologies, EcoDev :

- soutient la création et le développement des « éco-entreprises » ;
- encourage les projets pilotes collaboratifs ;
- stimule la mise en contact entre acteurs publics et privés au niveau national et international.

EcoDev offre une plateforme d'échange et de mise en réseau ainsi que des services d'information et de communication à tous ses membres.

Informations : www.ecodev.lu





Informations et accompagnement

Luxinnovation GIE, Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

Dr. Laurent MAGI

Chef de projet senior éco-technologies et développement durable

7, rue Alcide de Gasperi

L-1615 Luxembourg Kirchberg

Tél. : +352 43 62 63-1 | Fax : +352 43 81 20

Email : laurent.magi@luxinnovation.lu

www.luxinnovation.lu

Autorité nationale de gestion

Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Mario GROTZ

Direction des infrastructures et des nouvelles technologies, Conseiller de direction adjoint

19-21, boulevard Royal

L-2449 Luxembourg

Tél. : +352 247-84185 | Fax : +352 247 84311

Email : loi.environnement@eco.etat.lu

www.eco.public.lu

Guichet Entreprises: www.guichet.lu

Portail luxembourgeois de l'innovation et de la recherche : www.innovation.public.lu

Des lignes directrices pour la soumission des demandes d'aides sont proposées sur www.guichet.lu

Cette brochure est publiée à titre purement informatif. La loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles reste la seule base légale. Celle-ci est téléchargeable ainsi que la présente brochure dans son intégralité sur le Portail luxembourgeois de l'innovation et de la recherche, sous la rubrique « Publications », « Textes de loi et règlements » : www.innovation.public.lu/loi_env/.